

## L'INTERVIEW de la semaine

(Photo Lucie Rakéard)

Dossier

# « Les fonctionnaires locaux sont surpayés »

Le député de l'Aisne, membre du groupe PS mais pas membre du parti, bien au fait de l'actualité polynésienne et ses rebondissements politico-financiers, nous a accordé une interview lors de la visite de François Hollande, qu'il accompagnait. Petit tour d'horizon économique-social et politique avec un élu qui ne mâche pas ses mots.

### Que pensez-vous de la situation économique de la Polynésie française ?

Elle n'est pas bonne. Pendant dix ans, aucune décision n'a été prise, à cause de l'instabilité. Il y a la crise mondiale. Le taux de chômage a doublé ces cinq dernières années et concerne un actif sur cinq. La croissance économique est faible, et les recettes fiscales indirectes et basées sur la consommation et les droits de douane, qui représentent 70% de la fiscalité, sont en diminution. Le Pays ne peut donc pas financer ses investissements.

Mais ça ne peut pas s'arranger car le système de développement de la Polynésie est un système qui n'est pas adapté. Il est issu de tout l'argent qui a été déversé pendant le CEP, qui a donné des habitudes à tout le monde, qui a détruit la société polynésienne. Mais quand le CEP a été fermé, les Polynésiens ont continué à faire la même chose. Ils vivent au-dessus de leurs moyens avec l'argent qu'apporte la métropole. Ça ne pourra pas durer. Enfin, la situation politique demeure incertaine. Le président Fritch est régulièrement visé par les coups bas que Gaston Flosse continue à susci-

ter. Heureusement avec calme et détermination, Édouard Fritch conforte progressivement sa majorité. Ce qui devrait rassurer les investisseurs.

### Pensez-vous que le gouvernement central et le gouvernement polynésien trouveront un autre système ?

Ce n'est pas au gouvernement français de... La Polynésie est compétente.

### Mais la France a une responsabilité...

Pour l'instant, la France, elle paye. Aujourd'hui, le système fonctionne grâce à l'aide de la métropole (1,5 milliard d'euros par an), mais la situation financière de la France ne permet pas de garantir éternellement cet apport financier. Il faudra donc que les Polynésiens, qui disposent de la compétence économique, financière et sociale, s'accordent sur les efforts à réaliser, notamment en matière de protection sociale (niveau des cotisations et des pensions, âge de départ à la retraite, etc.). Bref, la Polynésie doit apprendre à vivre en fonction des moyens qu'elle se donne et non d'un accroissement de l'aide de l'État central.

### Certains élus trouvent que la Polynésie est lâchée par la France.

La France verse 1,5 milliard d'euros par an à la Polynésie et la Polynésie ne verse pas à un centime à la France. Tous les impôts prélevés sur le territoire restent ici. La France n'abandonne pas du tout la Polynésie. Que les Polynésiens se prennent en main. Qu'est-ce que c'est ces gens qui, à chaque fin d'année, viennent mendier une rallonge auprès du gouvernement français, comme en 2012 ou en 2013 ? Les Polynésiens ont toutes les compétences pour prendre leur avenir en main.

### La France a cette responsabilité d'avoir ramené le CEP ici et bousculé les choses.

C'est vrai mais elle l'assume. Depuis 1995, les Polynésiens continuent à vouloir vivre de la même manière qu'avant, comme s'ils avaient autant d'argent. Qu'ils fonctionnent avec leurs ressources et celles que la France attribue tous les ans. Quand on regarde comment les 150 millions d'euros du CEP ont été utilisés depuis 1995, il y aurait beaucoup à dire. Ça a été gaspillé.

### Il y a aussi eu beaucoup de corruption.

Bien sûr. Il y a eu ce racket de toutes les entreprises. Ce n'est pas la France qui a fait ça. Ça existe aussi en métropole, mais on a des services fiscaux qui font leur boulot et qui font la chasse aux fraudeurs. Ici, combien de contrôles sont faits par an ?

**Vous dites : ils vivent au-dessus de leurs moyens. Il faudrait donc renoncer à un certain niveau de vie par exemple ?**

Ils vivent au-dessus de leurs moyens car les fonctionnaires locaux sont surpayés. La Polynésie n'est pas obligée de surpayer ses propres fonctionnaires, ils ne sont pas éloignés. Ils ne quittent pas le Pays. La sur-rémunération des fonctionnaires métropolitains, appelés à servir en Polynésie, date des années 1950 et trouve son origine dans les difficultés du service outre-mer (éloignement, isolement, climat, conditions de vie...) qu'il convenait de compenser financièrement. Aujourd'hui, ces handicaps ont, pour l'essentiel, disparu. Le seul motif qui subsiste concerne le coût de la vie. Toutefois les dernières études économiques montrent que les écarts de prix avec la métropole sont de +30% à +51% alors que les écarts de rémunération vont de 94% à 106% selon les subdivisions administratives. En outre, cette sur-rémunération a été étendue aux fonctionnaires locaux, ce qui n'était pas justifié. D'une manière générale, tous les rapports consacrés à cette question depuis 20 ans aboutissent à la même conclusion : il convient de mettre fin à cette sur-rémunération.

**Mais cette indexation est consommée ici et donc produit de la croissance.**

Il n'est pas question de déstabiliser les économies ultramarines en réduisant les dépenses de consommation mais au contraire utiliser ces sommes à des investissements créateurs de richesses et d'emplois. La suppression de ces sur-rémunérations devrait s'accompagner d'un versement aux territoires concernés du montant exact des économies réalisées. En vertu de l'autonomie, le gouvernement de la Polynésie a le pouvoir de montrer l'exemple en supprimant la sur-rémunération des fonctionnaires locaux. En même temps qu'il mettrait en place un système fiscal plus juste. Ce système aujourd'hui n'aboutit qu'à la situation inégale que l'on connaît.

**Pensez-vous qu'un jour cette indexation sera supprimée ?**

Les élus polynésiens ont la responsabilité de gérer, de diriger leur pays, à eux de prendre leurs responsabilités. S'ils ne le font pas on continuera à avoir une société inégalitaire qui ne fonctionne pas. Si c'est ce que les Polynésiens veulent. C'est tout ! Ils ont la liberté de le faire. La société que j'aime n'est pas celle-là.

**Que pensez-vous des grands projets : Mahana Beach, Hao...**

Il faudrait d'abord que ça se concrétise. Au rythme où ces grands projets sont élaborés, j'ai l'impression que dans dix ans, on n'aura pas encore posé la première pierre. C'est peut-être une bonne idée mais il faut avancer. Ce qui peut relancer la crois-

sance économique, c'est d'abord de lutter contre les monopoles, c'est le travail de l'Autorité de la concurrence ; c'est aussi de faire des investissements, il n'y a pas que les grands travaux, il y a aussi le logement. Pour financer tout ça, il faut faire des économies sur les dépenses de fonctionnement, sur les gaspillages, sur les dépenses de personnels qui sont trop fortes. C'est le cas dans toutes les collectivités, il s'agit de savoir si on dépense l'argent en sur-rémunération ou en création d'emplois.

**L'Autorité de la concurrence peut changer les choses ?**

Elle va s'attaquer aux situations de monopole : l'économie administrée, la vie chère. La concurrence est une bonne chose car ça peut conduire à diminuer la hausse des prix, mais elle n'est qu'un élément parmi d'autres. Il y a aussi la réforme fiscale, celle de la gestion budgétaire... Il y a eu des progrès, ça va dans le bon sens, mais il faut aller plus vite et plus loin.

**Etes-vous toujours pour la mise en place de l'impôt sur le revenu en Polynésie ?**

Bien entendu. Plus vous gagnez d'argent et plus vous payez d'impôts et vous contribuez à la solidarité. Avec les impôts indirects, c'est l'inverse. Il y a des gens en Polynésie qui gagnent des sommes considérables et ils payent un impôt très faible. Il suffirait de donner les statistiques par catégories socio-professionnelles. On connaît les rémunérations des fonctionnaires mais pas le revenu des autres professions.

**Dans un rapport de 2014, vous proposiez de renforcer le suivi de l'État sur les finances publiques polynésiennes, qu'en est-il ?**

Quand on s'aperçoit que pendant un certain nombre d'années, pendant la période Fosse, l'argent de l'État a été détourné, au profit de partis politiques ou d'individus... Il y a suffisamment de procès. Le contribuable français, que je défends, a quand même besoin de savoir que cet argent est bien dépensé. Quand on a la certitude que cet argent est gaspillé, on en tire les leçons. Quand Michel Rocard est venu ici, il l'a dit lui-même : « Qui paye contrôle. » Mais au nom de l'autonomie, la France donne de l'argent et la Polynésie le dépense comme elle veut. Je pense que ce n'est pas un bon système.

**Les politiques sont-ils toujours tentés par la corruption ?**

Ce n'est pas propre à la Polynésie et ça ne concerne

pas que les politiques, mais aussi le monde économique. Toutes les entreprises qui ont accepté de payer des contributions aux partis politiques n'étaient pas obligées de le faire. Si on veut que la Polynésie se développe de manière plus harmonieuse, qu'il y ait moins de pauvres, que les riches payent des impôts, il y a un ensemble de mesures que le gouvernement doit prendre et l'opinion doit le soutenir.

**Que pensez-vous d'Édouard Fritch ?**

Je trouve qu'il se débrouille plutôt bien. Il n'insulte pas l'État. Il essaie d'avoir des relations partenariales, ce qui est la moindre des choses quand on vient réclamer de l'argent, qu'au moins on discute honnêtement. Il essaie de gouverner de manière plus efficace que par le passé. Il est handicapé par le fait que Gaston Fosse place des pièges partout... Celui-ci devrait comprendre qu'il est temps de tourner la page. Édouard Fritch est un homme avec qui on peut discuter. Le gouvernement français soutient les efforts qu'il fait. Il faut l'encourager.

**Il a longtemps été Taohoera'a. N'use-t-il pas des mêmes ficelles ?**

Un homme a le droit de changer. Quand il est arrivé au pouvoir, on s'est demandé comment il allait faire. Va-t-il être le bras droit de Gaston Fosse qui va continuer à piloter les choses ou va-t-il prendre ses responsabilités ? Il a changé. Il a pris ses responsabilités. Il a rompu avec les pratiques passées. Il a rompu avec Gaston Fosse. On peut se repentir et partir sur un nouveau chemin.

**C'est facile de dire qu'on rompt avec un système, de le dénoncer alors qu'on y a contribué.**

Ce qui est important c'est la pratique d'aujourd'hui. Il faut lui laisser le temps de faire ses preuves. Il a bien vu que le système ancien aboutissait à une impasse, il fallait faire autrement. Il a fait des déclarations intéressantes. Naturellement, ce sont les actes qui comptent. Il fait partie de ces gens qui souhaitent améliorer les choses. Nous verrons.

**Les deux hommes se sont rapidement fâchés. Pourquoi Gaston Fosse n'arrive pas à décrocher ?**

Gaston Fosse, à partir du moment où il n'est plus au pouvoir... Personne n'est capable de faire à sa place. Il a fallu que la justice l'éloigne enfin, enfin.

Propos recueillis par Lucie Rabréaud

